



PARTNERS WEST AFRICA SÉNÉGAL

Senegal Road Safety Initiative

Document de capitalisation — chiffres clés et acquis

De « Roadmaps to Security » (2017) au SEN-RSI (2025) — huit années d'action sur le facteur humain, avec l'appui du Bureau INL du Département d'État américain, à travers PartnersGlobal.

8 ans

d'intervention

11

régions couvertes

7 463

apprenants sensibilisés

175

policiers et gendarmes
formés

L'insécurité routière au Sénégal, en chiffres

644

décès par an en moyenne (2015-2019)

Source citée : ministère en charge des Transports

163 Mds FCFA

de coût annuel, soit $\approx 2\%$ du PIB

Estimation rapportée lors des ateliers du projet

90 %

des accidents attribués au facteur humain

Données police / gendarmerie (2021)

8 / 10

décès liés aux deux-roues

Gendarmerie, Légion Ouest (2021)

Première cause de décès chez les 5-29 ans ; en 2015, les enfants représentaient 18 % des décès (Direction des transports routiers).

Trois phases pour agir sur le facteur humain



2017-2019

Roadmaps to Security

Instaurer la confiance citoyens-FDS sur les axes Dakar-Tambacounda et Dakar-Ziguinchor. Enquêtes de perception, comités de veille, premiers guides co-écrits police-gendarmerie.



2020-2021

Sahel Road Safety Initiative

Étendre aux axes Dakar-Saint-Louis et Dakar-Matam. Hippomobile à Touba-Mbacké, voie publique à Saint-Louis, trafics à Louga, riposte Covid-19 dans les gares routières.



2023-2025

SEN-RSI

Institutionnaliser : éducation routière à l'école avec le MEN/DCMS et formation anticorruption de 200 policiers et gendarmes désignés dans 11 régions.

Financement initial annoncé : 1,5 million USD (Sénégal + Burkina Faso) — INL / Département d'État américain, via PartnersGlobal.

Quatre principes d'intervention



Le facteur humain d'abord

Cibler les comportements — usagers et agents de contrôle — là où se joue 90 % de la mortalité routière, plutôt que le bitume.



Inclusion et participation

Projets pilotes conçus en atelier avec les populations, sous le leadership des préfets et gouverneurs ; femmes impliquées dans les comités de veille.



Coproduction de la sécurité

FDS, autorités, élus, transporteurs, leaders religieux et communautaires autour d'une même table : la sécurité routière est l'affaire de tous.



Mesure et redevabilité

Enquêtes de perception, tests pré / post-formation, restitutions publiques (Share Fairs 2020, 2021, 2025) et pressbooks.

Un objectif, deux volets, onze régions

Objectif : améliorer de façon mesurable la perception des citoyens sur l'efficacité et l'intégrité des forces de sécurité, et lutter contre toutes les formes d'insécurité routière.



Volet Éducation

Éducation à la sécurité routière en milieu scolaire, avec la DCMS/MEN et l'ANASER : guide destiné aux enfants, manuel de l'enseignant, document de plaidoyer, sensibilisation dans les écoles et les daara.



Volet Forces de sécurité

Formation à la prévention et à la lutte contre la corruption dans le secteur routier : 11 ateliers régionaux de 3 jours (mai-août 2025) pour 200 policiers et gendarmes désignés par leurs hiérarchies.

Régions : Dakar, Diourbel, Fatick, Kaolack, Kédougou, Louga, Matam, Saint-Louis, Tambacounda, Thiès, Ziguinchor — et Kaffrine (volet FDS).

Une montée en charge maîtrisée

1

Mai-juin 2023

Élaboration participative des outils à Saly avec les IEF des 14 régions, le MEN, la DCMS, l'IGEF et l'ANASER.

2

18 déc. 2023

Lancement officiel du Guide de sécurité routière destiné aux enfants, à Dakar, avec l'ANASER et le MEN.

3

Janv.-mars 2024

Phase pilote dans les écoles à risque de 4 régions : 7 IEF, 15 écoles, 750 élèves sensibilisés.

4

Janv.-juin 2025

Extension à 11 régions : formation de 117 personnels IA/IEF, sensibilisation de 6 713 apprenants (écoles et daara).

L'école et le daara touchés ensemble

7 463

apprenants sensibilisés (élèves et ndongo daara)

49 + 22

écoles et daara touchés

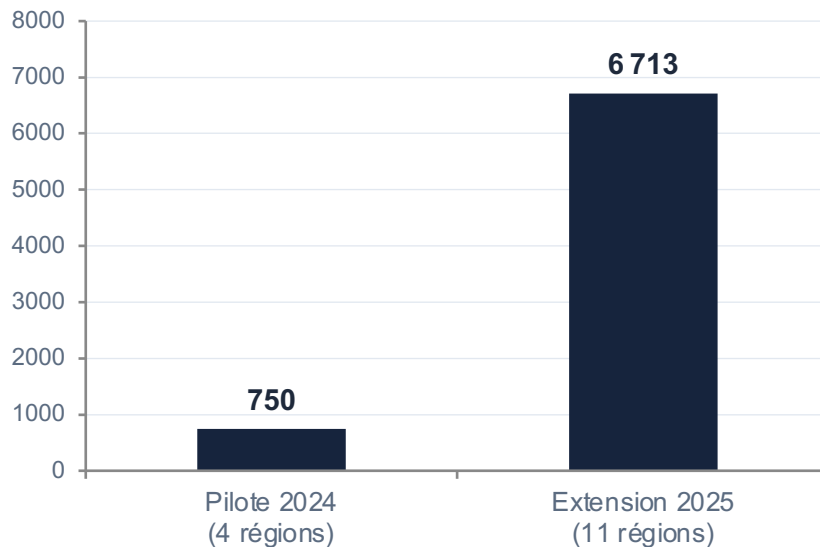
126

personnels des IA et IEF formés

11

régions couvertes

Un passage à l'échelle ×9 en un an



Le MEN (IGEF) s'est engagé à intégrer ces outils dans la révision des curricula — l'acquis institutionnel majeur du projet.

11 ateliers anticorruption en 2025

11

ateliers régionaux, de Dakar (7 mai) à Matam (13 août)

3 jours

de formation par site : plénières, travaux de groupes, cas pratiques

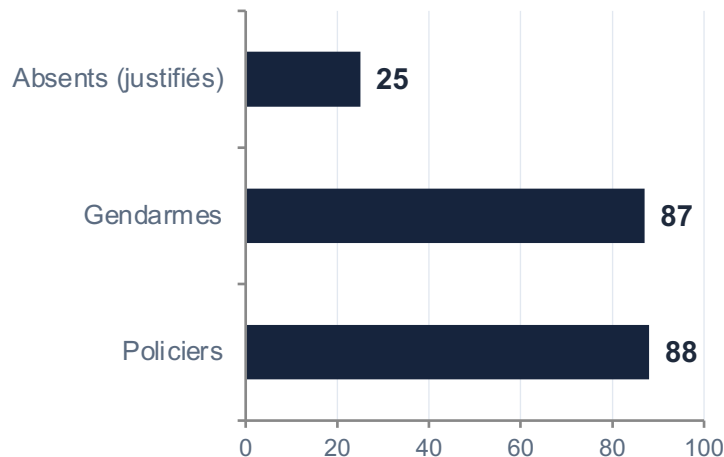
7 sessions

du cadre légal au renseignement le long des corridors routiers

200

agents désignés : 100 policiers et 100 gendarmes, tout le territoire

175 agents formés sur 200 désignés
(87,5 %)



Malgré la suspension de l'aide américaine (janv.-mars 2025), le programme a été exécuté dans les mêmes délais et le même budget.

Avant la formation : un sujet connu, mais tabou

96,6 %

ont déjà entendu parler de la corruption

66,4 %

affirment son existence dans le secteur routier

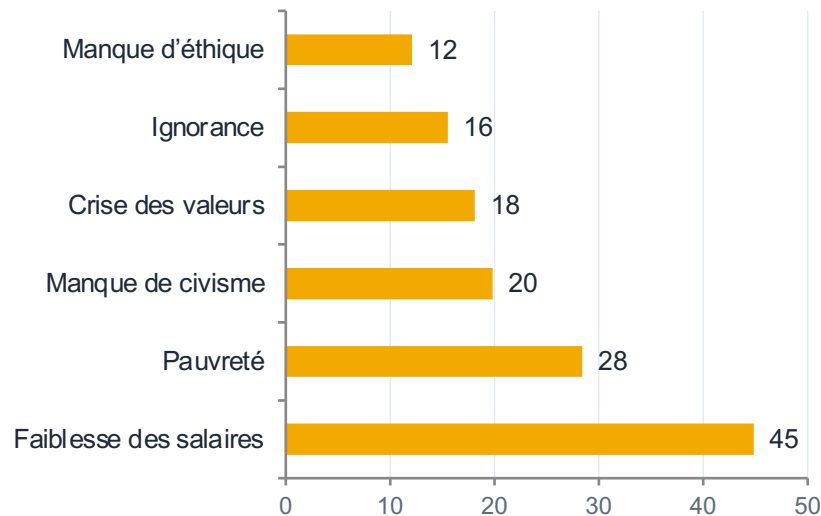
55,5 %

n'avaient aucune notion structurée sur la question

1 %

seulement venait pour « lutter contre la corruption »

Causes de la corruption citées par les agents (%)



Après la formation : une adhésion massive

≈ 100 %

des répondants estiment les objectifs de la formation atteints

100 %

se déclarent capables de restituer les acquis à leurs collègues

99 %

recommandent la formation à leurs pairs

Le regard lucide des formateurs : une partie des agents perçoit encore la corruption comme un « complément salarial ». La formation a fait sortir le sujet du tabou ; les mesures structurelles (rémunération, paiement électronique des amendes, sanctions) restent à porter par l'État.

Des outils prêts à être institutionnalisés



Guide de sécurité routière destiné aux enfants

Priorité à l'image et aux couleurs ; pirogues, nouveaux engins et mototaxis pris en compte.



Manuel de l'enseignant

Support de médiation pédagogique, intrant direct pour la révision des curricula.



Document de plaidoyer

Recommandations à l'État, aux collectivités, au MEN, aux FDS et aux agences.



Guides FDS et populations civiles

Co-écrits par la police et la gendarmerie dès la phase 1 — une première.



Vidéos et capsules FR / wolof

« Je respecte les forces de sécurité », « Je suis un bon piéton »... accessibles par QR codes.



Deux pressbooks et deux webinaires

Couverture RTS, TFM, 2STV, SENTV, presse en ligne nationale et internationale.

Ce qui a fait la différence — et ce qui a résisté

Bonnes pratiques

- Implication de la hiérarchie : lettres du MINT, notes de service du Haut commandement et de la DGPN.
- Co-élaboration systématique des outils avec leurs futurs utilisateurs (FDS, inspecteurs, acteurs locaux).
- Binôme ONG-administration (PWA / DCMS-MEN) : agilité + légitimité.
- Ancrage culturel : devinettes wolof, daara, langues nationales, transport hippomobile.
- Soumission progressive des listes au Leahy vetting pour gagner du temps.

Défis rencontrés

- Suspension du programme (janv.-mars 2025) liée à la réévaluation de l'aide américaine : re planification complète, mêmes délais, même budget.
- Leahy vetting long et rigide : aucun remplacement de participant possible à la dernière minute.
- Mobilité des personnels FDS : 25 absences, toutes justifiées (affectations, missions, examens).
- Perception persistante de la corruption comme « droit acquis » chez une partie des agents.

Pérenniser : trois chantiers prioritaires



Institutionnaliser l'éducation routière

Intégrer les modules dans les curricula (préscolaire à moyen secondaire), former les enseignants via les CRFPE, rendre la matière évaluable (CFEE, entrée en 6e).



Étendre la formation anticorruption

Ouvrir aux douanes et aux agents délivrant les pièces de conduite ; accompagner de mesures structurelles : paiement électronique des amendes, protection des lanceurs d'alerte, sanctions.



Sécuriser les usages à risque

Abords des écoles (signalisation, ralentisseurs, assistance à la traversée) ; encadrement des deux-roues : formation, âge légal, voies dédiées, insertion socio-professionnelle.

Une méthode éprouvée pour agir sur le facteur humain ; le relais appartient désormais à l'État et aux partenaires.

Jërëjëf — Merci — Thank you

« Karangue yoon sunu yite » — la sécurité routière, l'affaire de tous.

Nos remerciements à l'État du Sénégal, à l'ANASER, au MEN et à la DCMS, aux forces de défense et de sécurité, aux autorités administratives et territoriales, aux communautés des sites du projet, ainsi qu'à INL et PartnersGlobal pour leur confiance.

Pr Adjaratou Wakha Aidara Ndiaye — Directrice exécutive, Partners West Africa Sénégal



awakha@partnerswestafrica.org — www.partnerswestafrica.org



+221 33 867 70 98 — Liberté 6 Nord, villa n° 08, BP 25 887 Dakar-Fann